Supplier pour le consulat. Entre défense des intérêts personnels et service fidèle des consuls vénitiens dans le Levant ottoman (1670-1703)

Umberto Signori

Traducteur : Pauline Guéna

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11234>

DOI : 10.4000/cdlm.11234

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2019

Pagination : 29-44

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Umberto Signori, « Supplier pour le consulat. Entre défense des intérêts personnels et service fidèle des consuls vénitiens dans le Levant ottoman (1670-1703) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 98 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11234> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.11234>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Supplier pour le consulat. Entre défense des intérêts personnels et service fidèle des consuls vénitiens dans le Levant ottoman (1670-1703)

Umberto Signori

Traduction : Pauline Guéna

- 1 Dans les deux dernières décennies, la figure du consul a fait l'objet d'un débat historiographique vif et stimulant. Les chercheurs et les chercheuses intéressés par ce thème se sont principalement efforcés de comprendre ce que signifiait être consul à l'époque moderne, en concentrant en particulier leurs analyses sur le contexte méditerranéen. L'étude des consulats a récemment reçu une attention croissante, aussi bien dans le cadre de l'histoire diplomatique que dans celui de l'histoire militaire, économique et institutionnelle. Elle a permis à la fois de définir plus précisément l'institution en tant que telle, et de développer une connaissance plus nuancée des consuls et de leurs fonctions. De ces travaux a émergé l'idée que le consulat, pensé comme une charge associée à des obligations spécifiques et vouée à la protection à l'étranger de droits et d'intérêts à la fois de groupes et d'individus, était une conception essentiellement contemporaine. En ceci, elle apparaît donc inadaptée à la compréhension de l'institution consulaire telle qu'elle s'est développée à l'époque moderne¹.
- 2 Au sein de ces développements historiographiques, l'évolution du consulat vénitien après le XVI^e siècle n'a suscité qu'un intérêt marginal, probablement parce que cette institution a été associée au paradigme du déclin des intérêts commerciaux de la République de Saint-Marc dans l'Orient méditerranéen². Certaines recherches, cependant, ont apporté des informations nouvelles et importantes concernant les dynamiques propres au consulat vénitien de l'époque moderne, en mettant notamment en valeur la précocité du développement de cette institution. Ainsi Géraud Poumarède, dans sa thèse de doctorat, a souligné le caractère non homogène de cette structure dans

le Levant ottoman et a insisté sur le fait que, malgré les fortes différences d'un siècle consulaire à l'autre, la plupart des acteurs qui obtenaient le titre de consul de la fin du XVI^e siècle au XVII^e siècle maintenaient un rapport clientélaire de fidélité avec certains des principaux membres du groupe dirigeant à Venise³. De manière encore plus convaincante, Maria Pia Pedani a démontré que l'hétérogénéité caractéristique du réseau consulaire de la République était étroitement corrélée à la diversité des institutions, aussi bien centrales que périphériques, auxquelles les différents consuls disséminés dans le bassin méditerranéen étaient tenus de se référer. Par ailleurs, M. P. Pedani est parvenue à reconstruire fidèlement la dense trame consulaire vénitienne qui s'étendait sur toute la Méditerranée, bien que de manière discontinue. Sur les deux rives de l'Adriatique, dans le bassin tyrrhénien, sur les routes du Ponant, en Afrique du Nord et au Levant, on dénombre plus de 60 sièges consulaires institués entre les dernières décennies du XVI^e et la fin du XVII^e siècle, dont 14 dans la seule aire levantine⁴. De la même manière, Benoît Maréchaux a démontré que les consuls vénitiens résidant dans les domaines du sultan entretenaient une correspondance nourrie avec les autorités centrales, mais aussi entre eux et avec d'autres magistratures de la Sérénissime, et ce bien avant les autres agents consulaires européens. Le travail de B. Maréchaux a de plus le mérite d'attirer l'attention sur le rôle de la négociation au niveau local, qui permettait aux consuls de Saint-Marc de protéger les intérêts de la communauté vénitienne sur place⁵.

- 3 La présente étude se propose de réfléchir à l'intérêt que pouvait représenter le titre de consul pour son détenteur à partir d'une série de suppliques écrites par des candidats ou des consuls et adressées aux diverses institutions chargées de la nomination des consuls dans le Levant ottoman. Ce type de source permettra d'abord de comprendre comment s'opérait le choix des consuls et comment se constituait le corps consulaire. Puis, dans un second temps, nous nous servirons des dépêches envoyées par ces consuls, en les considérant comme des moyens de transmission de pétitions aussi bien politiques que plus personnelles. L'examen de ces pétitions permettra de reconstituer les formes fondamentales de la communication caractéristique des consuls de l'Ancien Régime, ainsi que de comprendre quels acteurs sociaux pouvaient prétendre au consulat, pour quels motifs et grâce à quelles recommandations. Le choix de la chronologie, de 1670 à 1703, invite à poser ces questions dans un contexte caractérisé par des disparités économiques et sociaux croissants, qui concernaient alors une large partie de la population de la Méditerranée orientale, déséquilibres qui devaient mener à deux guerres entre la Sérénissime et la Porte pour la possession de la Crète (1645-1669) et de la Morée (1684-1699). En revanche, le début du XVIII^e siècle nous servira de borne chronologique dans la mesure où la désignation consulaire est marquée à partir de cette époque par une plus grande bureaucratisation ainsi que par un usage différent des pétitions de la part des candidats. En prenant en exemple les familles dont certains membres furent promus à la dignité consulaire, nous chercherons donc à analyser les stratégies employées par les consuls pour parvenir à cette réussite sociale, à la fois individuelle et familiale. Dans ce sens, les dépêches n'étaient pas qu'un instrument servant à transmettre les informations aux autorités de référence, mais aussi un outil qui nous permet d'examiner le mode d'action des consuls et des candidats, d'une part pour comprendre la place accordée à la sphère personnelle ou familiale et d'autre part pour estimer le degré de compatibilité entre ces intérêts et ceux de Venise.

La nomination des consuls vénitiens en Méditerranée orientale

- 4 La République de Venise a entretenu des agents représentant ses intérêts commerciaux en Méditerranée orientale depuis l'époque des croisades. Ces derniers continuent à être reconnus lorsque les Ottomans s'affirment comme la puissance dominante dans cette région. Le titre prestigieux de consul vénitien dans les principaux centres levantins que sont Alexandrie et Damas, transférés au xvi^e siècle au Caire et à Alep, fut généralement attribué à des acteurs qui appartenaient au groupe dirigeant de Venise, c'est-à-dire aux patriciens, bien que leurs carrières avant d'arriver à cette charge aient pu être extrêmement diverses⁶.
- 5 Une étape significative dans la mise en place du système consulaire vénitien est représentée par le décret du Sénat de 1586, qui pose un jalon dans la codification du mécanisme de sélection de ses agents⁷. Ce texte prévoit que, dans les opérations de recrutement consulaire, seraient considérés comme des candidats recevables « les citoyens, ou au moins les sujets » (« *cittadini, o almeno sudditi* ») qui voudraient exercer la charge. Le décret ajoute que, dans le cas où des candidats appartenant à ces catégories se présenteraient, ils devaient toujours être préférés aux candidats non sujets de la République. La possibilité d'obtenir cette charge n'était donc plus limitée aux patriciens, qui en étaient de fait exclus, à l'exception des sièges mentionnés ci-dessus du Caire et d'Alep. Le consulat était ouvert même à des individus de rang social inférieur, appartenant à la catégorie de citoyens ou, parfois, de populaires (*popolani*)⁸. Ici, il est significatif que, pour le « bon service des choses publiques » (« *buon servizio delle cose pubbliche* »), la loi ait prévu que les citoyens seraient des candidats idoines, mais aussi les simples sujets de la Sérénissime et, en cas de besoin, jusqu'à ceux qui étaient à l'origine étrangers⁹.
- 6 Selon cette nouvelle réglementation, la procédure de nomination variait en fonction du siège consulaire concerné et du type d'institution qui recevait la demande. La nomination des consuls étudiés ici revenait généralement aux plus importants représentants publics de la Sérénissime résidant en Méditerranée orientale, dont le choix devait être confirmé par le Sénat. La plupart du temps, la prérogative de la nomination revenait au baile de Constantinople, c'est-à-dire au représentant diplomatique de la République auprès de la Porte. Mais dans certains cas, c'étaient les providiteurs généraux du Levant qui en étaient chargés¹⁰. Le baile de Constantinople, tout comme ces autres représentants publics de la république de Saint-Marc, était chargé d'examiner attentivement toutes les informations disponibles relatives aux candidats. La désignation des consuls ne passait pas par une élection publique à laquelle les candidats auraient pu participer librement. Au contraire, la charge était plutôt concédée directement à celui qui avait spontanément proposé sa candidature au représentant vénitien concerné. Enfin, la durée de la charge attribuée aux agents choisis de la sorte pouvait varier considérablement¹¹.
- 7 La procédure exigeait que l'aspirant consul, au moment où il se constituait candidat, présentât en outre des preuves attestant de ses qualités distinctives (individuelles ou non) ainsi que de sa loyauté à la cause vénitienne. Les témoignages devaient faire l'objet d'un serment et être souscrits par « nos représentants, les magistrats de mer, secrétaires, résidants », voire par la magistrature en charge du commerce¹². Les documents que les candidats présentaient en guise de certification avaient donc la

particularité d'être généralement produits par les magistratures mêmes à qui revenait la désignation du consul. À la lecture de cette documentation, il apparaît que les éléments qui servaient à qualifier l'impétrant étaient en premier lieu ses mérites personnels, ou ceux de sa famille, au service de la République. Il convient de souligner à cet égard que, au lendemain de la guerre qui opposa Venise à l'Empire ottoman pour la possession de la Crète (1645-1669), les candidats nommés étaient fréquemment ceux qui paraissaient méritants aux yeux des principaux responsables militaires de la république de Saint-Marc. Ces personnages se distinguaient en ceci que, pour la plupart d'entre eux, ils étaient liés par le patrimoine immobilier et les relations de parentèle à la communauté ottomane. Ces acteurs qui, tout en étant légitimement considérés comme des sujets du sultan, recherchaient avec insistance une position consulaire auprès de Venise, sont l'objet de la présente analyse¹³.

- 8 À ce point, il est naturel de se demander selon quels critères s'effectuait le choix des représentants publics vénitiens, et en particulier du baile de Constantinople, qui émettaient généralement les lettres patentes de nomination pour les consuls résidant dans les îles de l'Archipel (c'est-à-dire les Cyclades) ainsi que sur la rive orientale de la mer Égée, et même parfois pour certaines Échelles de la rive occidentale. La nomination du consul, tout comme son mode de rémunération, dépendait souvent de la présentation, en personne ou par un intermédiaire, d'une demande qui était associée à des témoignages de la fidélité personnelle ainsi que de celle des ancêtres. On peut prendre comme exemple la lettre que Giacomo Balsarini, déjà consul à Chio depuis 1624, envoya en 1669, c'est-à-dire quelques mois après le traité de paix entre Venise et l'Empire ottoman, à l'ambassadeur extraordinaire de Venise à la Porte. Il y suppliait d'être « soulagé » des « mortifications, des risques, des dépenses et des désagréments » qu'il subissait sans cesse depuis le début de la guerre¹⁴. Giacomo Balsarini était né à Chio (soumise aux Ottomans depuis 1566) et sa famille, de confession catholique et installée dans l'île, y détenait d'importants bénéfices¹⁵, ainsi que des propriétés immobilières - dont la possession était souvent interdite aux étrangers¹⁶. Les membres de sa famille, déjà détentrice d'un titre consulaire par le passé¹⁷, avaient donc démontré « l'engagement éternel de cette famille méritante » à Venise en communiquant pendant la guerre de Crète aux capitaines de la flotte les informations qu'ils réussissaient à obtenir grâce aux « amitiés » (« *amicitie* ») obtenues par la distribution de cadeaux. De plus, Giacomo avait été sollicité pour « faire parvenir les nouvelles de la Porte au Sénat ». Enfin, la « dévotion héréditaire » démontrée par divers membres de la famille Balsarini, typique des « fidèles citoyens » de la Sérénissime, avait conduit Giacomo et son fils Michele à risquer de nombreuses fois la prison, la confiscation de leurs biens, et jusqu'à leur vie. La supplique présentée à l'ambassadeur extraordinaire de Venise à la Porte demandait donc explicitement une forme d'« honneur et de récompense », que constituerait le nouveau titre consulaire¹⁸.

Les supplications comme forme de candidature consulaire

- 9 Au lendemain de la paix qui avait scellé le passage de Candie sous le contrôle du sultan (1669), la nomination d'un consul par Venise pouvait donc advenir suite à la présentation d'une demande par le candidat lui-même aux hauts dignitaires vénitiens en charge dans le Levant, comme le provéditeur général de mer ou le baile de

Constantinople. Tout comme les Balsarini, les hommes et les familles qui avaient démontré leur loyauté envers les intérêts publics de Venise durant le conflit, faisaient appel aux hautes autorités de la République et réclamaient par des suppliques des récompenses et des honneurs. En effet, on peut rencontrer des cas similaires concernant l'obtention d'autres charges liées au service des magistratures vénitiennes, ainsi que pour l'obtention de faveurs spécifiques. Pour les sujets de Venise, la pratique consistant à présenter des pétitions aux autorités souveraines de la République en les accompagnant systématiquement d'attestations de mérite était donc loin d'être rare. Dans la lagune, elle remonte au moins au XIII^e siècle. Par ailleurs, l'habitude de présenter des pétitions pour obtenir privilèges et faveurs n'était pas réservée à un groupe social ou religieux en particulier, et n'était même pas limitée aux sujets originaires de la Sérénissime. Elle était au contraire vouée à consolider la fidélité et l'alliance de tous les corps sociaux qui souhaitaient servir les intérêts de la République. Du point de vue administratif, la réception des suppliques à l'époque moderne revenait à la *Serenissima Signoria*, organe central qui détenait également la prérogative d'accorder ou non la « grâce » demandée¹⁹.

- 10 Dans la plupart des cas la *Signoria* concédait toutefois le pouvoir d'octroyer ces grâces à d'autres institutions judiciaires aux compétences politiques élargies, comme le Collège et le Sénat. Pour les fonctions qui s'exerçaient au Levant, ce pouvoir était également attribué aux représentants publics de Venise sur place, tels que le provéditeur général de mer, le baile ou l'ambassadeur extraordinaire²⁰ à Constantinople. Ainsi, les nominations consulaires habituellement effectuées par les représentants publics au Levant à la suite de ces pétitions prenaient la forme de grâces. Dans cette étude sont donc pris en considération tous les cas dans lesquels les demandes sont formulées par les candidats sous forme de véritables suppliques ou de simples dépêches consulaires, et adressées aux représentants vénitiens dans le Levant, en particulier à l'ambassadeur extraordinaire et au baile de Constantinople, accompagnées de *fedi* attestant de leur mérite. Les pétitions présentées par les aspirants consuls aux institutions centrales de la Sérénissime, malheureusement peu nombreuses, sont également comprises dans notre étude. En revanche nous ne prendrons pas en compte les bénéfices consulaires qui, entre 1670 et 1703, n'ont pas été attribués en fonction de cette logique pétitionnaire, comme ceux de Chypre ou de l'Échelle de Durazzo, qui suivaient plutôt une démarche élective.
- 11 Les sièges consulaires d'Athènes, Chio, Milos, Morée (avec une résidence à Patras ou à Lépante), Naxos, Paros, Smyrne, et des Cyclades (avec résidence à Kéa) représentent les cas les plus importants de gestion administrative des privilèges consulaires en Méditerranée orientale. Nous avons donc sélectionné 31 candidatures consulaires entre 1670 et 1703. Il faut aussi signaler que beaucoup de candidats envoyaient plus d'une pétition pour soutenir leur demande, en s'adressant généralement à différentes magistratures vénitiennes. De plus, ceux qui avaient déjà obtenu gain de cause continuaient à présenter de fréquentes pétitions pour la confirmation de leur titre consulaire ou pour obtenir la faculté de le transmettre à leurs héritiers. Ces suppliques ultérieures sont comprises dans l'analyse qualitative, mais ne sont pas comptées parmi les 31 candidatures examinées. En d'autres termes, les 31 candidatures correspondent à 31 candidats et non à 31 suppliques. Toutes visent l'un des huit sièges consulaires mentionnés plus haut ; seulement 17 candidats obtiennent la charge désirée. Pour proposer une lecture qualitative du langage employé, nous avons retenu six cas

particulièrement représentatifs, sans compter celui de Giacomo Balsarini exploité ci-dessus.

- 12 Ces suppliques, rédigées selon les codes de la rhétorique de la fidélité au pouvoir souverain, servaient principalement à obtenir un emploi ou du moins un revenu pour soi ou pour un membre de sa famille, à travers le service public du consulat²¹. De plus, comme déjà souligné, la concession gracieuse du titre de consul dépendait de la loyauté démontrée par la famille du candidat. Cela supposait que la famille reçût l'opportunité de perpétuer cette fidélité dans un emploi consulaire qui, tout comme bien d'autres emplois au service de la République, pouvait ainsi devenir une sorte de patrimoine familial à transmettre à ses héritiers²².

Le consulat vénitien entre « honneur » et « misère »

- 13 Quel intérêt avaient ces acteurs à réclamer la charge consulaire ? Dans certaines de ses lettres adressées au Sénat et au baile à Constantinople et datées d'entre 1672 et 1682, le consul de la Canée, Gasparo Condostaulo, tout en présentant sa demande, rappelle ses services méritoires au cours de la guerre de Candie. Il souligne en particulier qu'il a été victime de « persécutions turques » qui l'ont conduit à être « chassé de [sa] maison ». Ayant été pris comme captif, il avait dû acheter sa liberté au prix fort. En compensation de sa perte, Condostaulo recherchait donc le titre consulaire, une charge qui lui assurerait d'avoir la vie sauve, mais aussi « honneur et profit »²³.
- 14 Un autre exemple dans la même veine est celui de Francesco Luppazzoli, qui, en 1669, au lendemain de la guerre, envoyait une lettre à l'ambassadeur extraordinaire auprès de la Porte. Dans cette lettre, il demandait à être « récompensé » par la charge consulaire de Smyrne. Luppazzoli affirmait désirer un tel titre pour permettre la « restauration de sa famille et de son honneur », entamé au cours des années précédentes par les persécutions de ses rivaux qui l'avaient à plusieurs reprises conduit devant la justice ottomane locale, sans compter ceux qui l'accusaient d'espionnage pour le compte de la République²⁴. Luppazzoli, futur consul vénitien de Smyrne, résidait alors dans cette Échelle ottomane depuis plusieurs décennies, et son rôle de « confident » de la Sérénissime au cours du conflit qui s'achevait mettait en danger non seulement sa position sociale au sein de la cité portuaire, mais aussi le patrimoine immobilier de sa famille dans l'île de Chio²⁵.
- 15 Nous pouvons nous arrêter un instant sur la rhétorique employée dans cette lettre pour présenter sa demande relative au consulat, qui nous permet de réfléchir à ses motivations. Dans les pétitions présentées à Venise ou aux représentants publics de Venise au Levant, les pétitionnaires recourent souvent, de manière artificielle, au thème de la misère. Les *topoi* de la misère et de la pauvreté étaient déjà diffusés depuis longtemps dans la production de telles pétitions en provenance du *Stato da Mar* vénitien²⁶. Aussi la longue guerre avec l'Empire ottoman pour le contrôle de la Crète n'avait fait que renforcer ce phénomène et le rendre plus courant. Presque tous les suppliants intéressés par le consulat se plaignaient d'avoir perdu des propriétés et des revenus, en soulignant la fragilité de leur situation sociale et financière à cause des événements militaires. Le consul vénitien de la Canée, Gasparo Condostaulo, déjà mentionné, rappelait par exemple dans ses requêtes que sa famille avait été décimée en rendant des services à la flotte de Saint-Marc pendant la guerre²⁷. Toutes les pétitions relatives à des postes consulaires demandaient *grosso modo* la même chose : la

possibilité de jouir des revenus de la charge, et la concession en quelque sorte héréditaire d'une tâche et de ses bénéfices qui avaient auparavant appartenus au père ou à d'autres membres de la famille. Le cas de Francesco Luppazzoli est exemplaire à ce titre. Dans les années 1680, le représentant vénitien à Smyrne avait adressé différentes demandes au baile à Constantinople, aux *Cinque Savi alla mercanzia* et au Sénat, afin que les magistratures vénitiennes lui octroyassent une somme d'argent ou un revenu annuel régulier, nécessaire pour affronter sa « très dure nécessité »²⁸. Ayant fui sa résidence, il s'était vu contester son droit de propriété, ce qui créait pour lui et sa famille un risque d'effondrement économique et de marginalisation sociale. De plus, assurer la charge consulaire dans les domaines du sultan revenait fort cher à la famille, qui devait fournir continûment les cadeaux attendus par les différentes autorités ottomanes locales ou de passage, tels que le grand amiral ottoman ou d'autres dignitaires de la Porte. Enfin, en plus de la charge consulaire, la pétition comportait une demande de compensation pour les dépenses et les pertes engendrées par le service des intérêts vénitiens.

- 16 Cependant, la « misère » et l'« état déplorable » dont se plaignaient les acteurs consulaires et les membres de leur famille étaient souvent moins indicatifs de leur situation économique réelle que de leur précarité et de leur vulnérabilité au sein des équilibres sociaux locaux, dominés par des notables ottomans et par des familles rivales²⁹. Il est utile de noter ici que, depuis les années de la guerre, le futur consul vénitien de la Canée, Condostaulo, était un des plus riches propriétaires non seulement de l'île d'Andros, mais de tout l'Archipel (entièrement soumis à l'influence du sultan à l'exception de l'île vénitienne de Tinos). C'est justement dans cette région qu'en tant qu'agent consulaire il continua à gérer ses propres affaires³⁰. Sa fragilité n'était donc pas liée à l'insuffisance de ses ressources matérielles, ni à la gestion du consulat, même s'il se plaignait dans de nombreuses lettres des dépenses associées à cette charge. Bien que lui et sa famille fissent partie des notables du lieu et disposassent de ressources économiques et sociales importantes, à cause de leur complicité avec certains représentants du patriciat vénitien et à cause de conflits autour du contrôle de la communauté (par exemple, le contrôle des églises locales), les candidats au consulat se plaignaient d'une situation de faiblesse qui minait leur dignité³¹.
- 17 Le fils du consul de Smyrne, Giovanni Antonio Luppazzoli, supplia lui aussi, en 1702, après la mort de son père, que lui fût concédé le siège consulaire de manière à soulager sa famille de la condition de « misère » dans laquelle leur fidélité à Venise les avait plongés³². En effet, durant la guerre de Morée (1684-1699), aussi bien Francesco que son fils Giovanni Antonio avaient défendu les intérêts stratégiques de Venise par leur implication comme confidents et interprètes. Les dépenses importantes que le chef de famille avait supportées pour faire fonctionner le consulat entre 1670 et 1684, puis à nouveau entre 1700 et 1702, ne poussaient pourtant pas les individus concernés, aussi misérables fussent-ils, à vouloir abandonner la dignité consulaire. Francesco Luppazzoli lui-même, qui se plaint continûment de ses dépenses durant ses longues années de service, ne formule jamais la demande d'être exonéré de la charge de consul, alors que cette demande apparaît sous la plume d'autres agents consulaires. Ainsi, ce n'est pas la charge consulaire qui génère l'appauvrissement dont se plaint la famille Luppazzoli. Plutôt, le consulat est considéré comme un moyen de se garantir justement contre le manque de protection qui aurait provoqué cette misère.

- 18 Une confirmation ultérieure de cette vulnérabilité apparaît dans un document, probablement produit entre 1680 et 1685, qui mentionne que la charge de consul de l'Archipel était généralement octroyée à des personnes qui la désiraient « pour être protégées par ce titre »³³. Il faut donc préciser ce que recoupe cette notion de protection. Dans une autre supplique de 1673 le consul Condostaulo suppliait que fût concédé à son gendre Costantino Aliprandi la dignité de consul d'Andros et Mykonos. Sa requête se fondait non sur des arguments utilitaristes, « mais pour l'honneur, et pour la protection personnelle [...] qui grâce au titre consulaire et au *berat* sera protégé de tout événement qui pourrait lui être dommageable »³⁴. Il est donc évident que la condition de misère dont se plaignent les candidats au consulat et leurs familles désigne une menace pour leurs droits fondamentaux, comme la propriété ou même la sécurité personnelle, menace à laquelle ils devaient faire face pour ne pas être déracinés de leur territoire. La protection de ces droits, à en juger de ces pétitions, pouvait être concrètement reconnue grâce à l'obtention d'un *berat*, c'est-à-dire d'une lettre patente du sultan concédée aux agents consulaires seulement sur demande du représentant diplomatique vénitien à la Porte. Les consuls « francs » recevaient souvent de l'Empire ottoman de telles patentes de nomination qui reconnaissaient implicitement leurs droits locaux (comme la propriété immobilière ou l'impossibilité d'être réduit en esclavage) et certifiaient leurs privilèges personnels (comme l'exemption fiscale, la juridiction des litiges au sein de la communauté vénitienne et le droit à prélever des taxes consulaires). Ces privilèges, bien qu'extensibles à la famille du « barataire », ne pouvaient théoriquement pas être transmis de manière héréditaire. Dans ce sens, le *berat* consulaire, tout comme l'*exequatur* reconnu par les souverains européens, devait être compris comme une attestation de privilèges non héréditaires concédés par le sultan, qui ordonnait que ceux-ci soient respectés dans les territoires soumis à sa juridiction. La condition de consul garantissait donc une certaine émancipation des structures politico-judiciaires du territoire, même si le consul lui-même ne jouissait pas d'une extra-territorialité et qu'il restait soumis à l'autorité souveraine du sultan³⁵.
- 19 De plus, dans le contexte des Cyclades, différents cas montrent que le consulat pouvait être désiré par des candidats qui, tout en se présentant comme appauvris et marginalisés, cherchaient en fait à cumuler le plus de privilèges possibles. Leur but était alors de garantir à leur famille une position sociale privilégiée au niveau local. Les demandes formulées continuellement par Nicolò Spirido, fils et frère des précédents consuls de Paros, pour récupérer le consulat au début du XVIII^e siècle, c'est-à-dire au terme de la guerre de Morée (1684-1699), vont dans ce sens. Elles montrent sa volonté de consolider sa position sociale, menacée par l'opposition de la communauté locale. Dans différentes lettres envoyées à l'ambassadeur extraordinaire à la Porte, Nicolò en appelait à la fois au diplomate et aux organes centraux vénitiens pour obtenir une « justice méritée » à travers la confirmation par une grâce du consulat de Paros, qui avait été promise dans une lettre à son frère désormais défunt³⁶. Les nombreuses lettres patentes de nomination et les divers bénéfices locaux obtenus par les frères Spirido durant le récent conflit, émanant des principaux représentants vénitiens dans le Levant et de leurs officiers, avaient probablement généré une rivalité locale avec certaines des élites de l'île. En mars et en mai 1700, deux lettres envoyées à l'ambassadeur extraordinaire auprès de la Porte par la communauté de l'île de Paros dénonçaient le comportement de Nicolò Spirido. Les auteurs se plaignaient de « ses machinations diaboliques pour tenir ce pays sous son joug ». Les représentants de la « communauté »

demandèrent donc que l'ambassadeur ne lui accordât pas la charge consulaire, de façon à « éliminer les moyens par lesquels il cherche une occasion de nous ruiner »³⁷. Il apparaît donc que l'emploi consulaire pouvait générer des conflits entre le consul et sa famille d'une part, et des factions internes à la communauté locale d'autre part, qui se plaignaient du déséquilibre ainsi créé dans la gestion des ressources économiques communautaires. C'est probablement pour éviter cette inégalité que l'ambassadeur extraordinaire à la Porte choisit de ne pas renouveler la famille Spirido dans ses fonctions, de façon à ne pas alimenter les conflits entre les différentes factions locales. Par conséquent l'office de consul ne revint ni à Nicolò, ni à d'autres membres de sa famille.

- 20 Parmi les candidats au consulat de Paros et Naxos au début du XVIII^e siècle, on retrouve aussi Giorgio Condili (ou Kondylis). Membre de la famille grecque (orthodoxe) la plus riche et la plus influente de Paros, Giorgio présenta une demande à l'ambassadeur extraordinaire à Constantinople, dans laquelle il affirme avoir rendu des services pendant six ans aux officiers de haut rang à la tête de l'armée vénitienne, jusqu'à tomber lui-même en captivité. Mais sa candidature se doublait aussi d'accusations importantes contre sa famille et contre Giorgio lui-même. Ces plaintes contre les Condili, émanant de locaux, pointaient le comportement criminel de différents membres de cette famille pendant les années de guerre. Les accusations étaient accompagnées de déclarations produites par les institutions locales³⁸. Ce cas, mis en regard de celui de la famille Spirido, montre l'existence d'une conflictualité entre certains notables de Paros, et les familles qui, au lendemain de la guerre de Morée, cherchaient à consolider leur domination sociale au niveau local en obtenant une charge consulaire.

Considérations finales

- 21 Le sentiment d'« impuissance », dont se plaignaient les suppliants au consulat et que partageait la majorité des candidats, était donc en réalité à associer à une situation de contestation de leur condition sociale. Pour cette raison, les demandes qu'ils produisent témoignent d'un manque de ressources légales et sociales. Les guerres entre Venise et l'Empire ottoman avaient entraîné une augmentation des tensions sociales qui se manifestaient même entre les familles de notables dans les territoires frontaliers des Cyclades et des Échelles méditerranéennes de l'Empire ottoman³⁹. Leurs suppliques montrent donc toutes les difficultés qu'ils rencontrent en tentant de s'insérer de manière stable dans la société ottomane. Comme les étrangers, ces personnages manifestent leurs difficultés face à une situation qui pouvait les conduire à une forme d'extranéité en sapant leur enracinement dans la société locale. La condition de faiblesse partagée par les différents acteurs des pétitions pour le consulat peut alors expliquer qu'on retrouve dans le groupe des *forestieri* (étrangers) des personnages qui jouissaient sur place et dans la région non seulement d'importants liens sociaux, mais aussi de nombreux biens. Les suppliques adressées aux représentants du groupe des dirigeants vénitiens pour obtenir une protection à travers l'octroi d'un poste consulaire ne sont donc pas une forme de clientélisme entre suppliants et personnages vénitiens influents. Il s'agit plutôt d'un soutien réclamé pour pouvoir garantir leurs droits locaux, dont la propriété et le fait de pouvoir donc ainsi pourvoir à leur subsistance. La

protection demandée aux magistrats patriciens de Venise permet de faire reconnaître ces droits.

- 22 Alors que les individus des catégories les plus pauvres de la société pouvaient, pour se soustraire aux taxes, se libérer des mauvais traitements auxquels ils étaient souvent soumis, ou simplement pour améliorer leur vie, choisir de renier leur foi⁴⁰, les agents présentés dans notre étude n'ont pas tenté d'obtenir un statut local plus solide, par exemple par la conversion à l'islam. Au contraire, ils cherchaient à obtenir un statut de *beratlı* (c'est-à-dire de possesseur d'un *berat*), ou bien un privilège et une protection qui leur permît de jouir tout de même d'une reconnaissance sociale au sein de leur communauté locale et de profiter de leurs avantages sans devoir renoncer à leur foi chrétienne ou à leur sens de l'honneur, autour duquel se construisaient les pratiques sociales individuelles⁴¹. Il s'agit d'ambitions sociales et patrimoniales qu'il leur était plus complexe de poursuivre en se cantonnant strictement au contexte ottoman.
- 23 Les intérêts des consuls étaient-ils compatibles avec ceux de l'autorité souveraine qu'ils servaient ? Venise cherchait à former des alliances avec des notables locaux. De plus, les citoyens et patriciens de la République comprenaient et partageaient les principes et les objectifs patrimoniaux qui étaient ceux des élites chrétiennes ottomanes. Cependant la Sérénissime avait aussi intérêt à ne pas alimenter les tensions sociales au sein des communautés locales des Cyclades qui, durant les guerres, s'étaient montrées favorables aux intérêts de la république de Saint-Marc, si bien que les membres des familles Alliprandi ou Spirido furent écartés de la charge consulaire. Bien conscients des différences de statut et de religion au sein de l'Empire ottoman, ces individus revendiquaient et négociaient pour eux et leur famille un statut privilégié et honorable qu'il ne pourraient atteindre qu'à travers l'établissement d'un lien d'appartenance et de fidélité avec des puissances européennes, et dans le cas de notre étude, avec Venise.
- 24 Suivant la logique de l'honneur, prise comme une dimension particulière des hiérarchies sociales à la base des codes de comportement de nombreuses sociétés d'Ancien Régime, divers acteurs recherchaient le consulat afin de promouvoir leurs intérêts familiaux et patrimoniaux. Les candidats au consulat – qu'il s'agisse d'une première obtention ou de la confirmation d'un titre temporaire – recherchaient donc une condition privilégiée, considérée comme « juste », en échange des services rendus à la Sérénissime. Pour attirer l'attention du représentant public auquel ils faisaient appel, ces acteurs mettaient en avant dans leurs dépêches le manque de reconnaissance au niveau local de leur prééminence sociale. Pour les familles qui en jouissaient, cette protection spéciale et privilégiée ne devait pas être seulement conjoncturelle. On considérait ou du moins on espérait qu'il s'agit d'un état permanent. Toute l'ambition de ces acteurs consistait donc à tenter de garantir une forme d'hérédité de cette condition privilégiée en associant différents membres de leur famille à ces charges consulaires, octroyées par une nomination de Venise et confirmées par une patente du sultan.

NOTES

1. Je me contente ici de faire référence à certaines des contributions les plus récentes à ce thème : Jörg Ulbert et Gérard Le Bouëdec (dir.), *La fonction consulaire à l'époque moderne. L'affirmation d'une institution économique et politique (1500-1800)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006 ; Géraud Poumarède, « Consuls, réseaux consulaires et diplomatie à l'époque moderne », dans Renzo Sabbatini et Paola Volpini (dir.), *Sulla diplomazia in età moderna : politica, economia, religione*, Milan, Franco Angeli, 2011, p. 193-218 ; Marcella Aglietti, *L'istituto consolare tra Sette e Ottocento : funzioni istituzionali, profilo giuridico e percorsi professionali nella Toscana granducale*, Pise, ETS, 2012 ; Marcella Aglietti, Manuel Herrero Sanchez et Francisco Zamora Rodríguez (dir.), *Los cónsules de extranjeros en la Edad Moderna y a principios de la Edad Contemporánea*, Aranjuez, Madrid, Doce Calles, 2013 ; Silvia Marzagalli (dir.), *Les consuls en Méditerranée, agents d'information : XVI^e-XX^e siècle*, Paris, Classiques Garnier, coll. « Les Méditerranées » 7, 2015 ; Arnaud Bartolomei, Guillaume Calafat, Mathieu Grenet et Jörg Ulbert (dir.), *De l'utilité commerciale des consuls. L'institution consulaire et les marchands dans le monde méditerranéen (XVII^e-XX^e siècle)*, Madrid-Rome, Casa de Velázquez - Publications de l'École française de Rome, 2017 ; et enfin le numéro 93 des *Cahiers de la Méditerranée* (décembre 2016), édité par Silvia Marzagalli et Jörg Ulbert : *Les études consulaires à l'épreuve de la Méditerranée*.
2. Il suffit de penser que, pendant plusieurs décennies, le travail de Niels Steensgaard, « Consuls and nations in the Levant from 1570 to 1650 », *Scandinavian Economic History Review*, vol. 15, n^{os} 1-2, janvier 1967, p. 13-55, centré sur les consulats principaux d'Alep et Alexandrie, est resté la référence historiographique concernant les consuls vénitiens de l'époque moderne.
3. Géraud Poumarède, *Venise, la France et le Levant (vers 1520-1720)*, thèse de doctorat sous la direction de Lucien Bély, Paris, Université Paris-Sorbonne, 2003, p. 1000-1031.
4. Maria Pia Pedani, « Consoli veneziani nei porti del Mediterraneo in età moderna », dans Rossella Cancila (dir.), *Mediterraneo in armi (secc. XV-XVIII)*, vol. 1, Palerme, Associazione Mediterranea, 2007, p. 175-205.
5. Benoît Maréchaux, « Consuls vénitiens en Méditerranée orientale (1575-1645) », dans Marcella Aglietti, Manuel Herrero Sánchez et Francisco Zamora Rodríguez (dir.), *Los cónsules de extranjero...*, op. cit., p. 145-157.
6. Guglielmo Berchet, *La repubblica di Venezia e la Persia*, Turin, Tip. G. B. Paravia, 1865 ; id., *Relazioni dei consoli veneti nella Siria*, Turin, Tipografia di G. B. Paravia e Comp., 1866 ; David Jacoby, « La Venezia d'oltremare nel secondo Duecento », dans Gherardo Ortalli et Giorgio Cracco (dir.), *Storia di Venezia. Dalle origini alla caduta della Serenissima. L'età del Comune*, Rome, Istituto della Enciclopedia italiana, 1995 ; Maria Pia Pedani, « The Oath of a Venetian Consul in Egypt (1284) », *Quaderni di Studi Arabi*, n^o 14, 1996, p. 215-222 ; id., « Venetian Consuls in Egypt and Syria in the Ottoman Age », *Mediterranean World*, n^o 18, 2006, p. 7-21 ; Éric Vallet, *Marchands vénitiens en Syrie à la fin du XV^e siècle*, Paris, Association pour le développement de l'histoire économique (ADHE), 1999, p. 192-202 ; Eliyahu Ashtor, *Levant Trade in the Later Middle Ages*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1983, p. 414-415.
7. Une copie du décret du 7 mars 1586 se trouve à l'Archivio di Stato di Venezia (désormais ASVe), dans le fonds des *Cinque Savi alla Mercanzia* (désormais CSM), seconde série (IIs.), dans le premier fascicule (fasc. 1) de chaque *memoria mercantile* du fonds relatif aux consuls de la République à l'étranger (bb. 26-38). L'essentiel de cette documentation conservée et consultée à Venise n'est pas numéroté, ce que nous ne signalons plus par la suite par mesure d'économie. L'indication d'un numéro de document est explicitée uniquement lorsque l'unité archivistique où elle est conservée en comprend une.

8. Marco Ferro, *Dizionario del diritto comune e veneto*, 2^e éd., vol. I, Venise, Santini e Figlio, 1845, p. 493-494 ; Antonio Trampus, « La formazione del diritto consolare moderno a Venezia e nelle Province Unite tra Seicento e Settecento », *Rivista di storia del diritto italiano*, n° 67, 1994, p. 287. La condition de citoyen vénitien, parfois attribuée aux membres du groupe subalterne qui en faisaient la demande, ne doit pas être confondue avec celle de sujet. La citoyenneté, catégorie qui se subdivisait elle-même hiérarchiquement, était règlementée par des normes spécifiques, et sa reconnaissance dépendait d'une procédure particulière. Sur la citoyenneté à Venise, voir en particulier : Andrea Zannini, *Burocrazia e burocrati a Venezia in età moderna : i cittadini originari (sec. XVI-XVIII)*, Venise, Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, 1993 ; Anna Bellavitis, « "Per cittadini metterete..." ». La stratificazione della società veneziana cinquecentesca tra norma giuridica e riconoscimento sociale », *Quaderni storici*, vol. 30, n° 89, 1995, p. 359-383 ; *id.*, *Identité, mariage, mobilité sociale. Citoyennes et citoyens à Venise au XVI^e siècle*, Rome, École Française de Rome, 2001 ; Reinhold C. Mueller, *Immigrazione e cittadinanza nella Venezia medievale*, Rome, Viella, coll. « Studi », 2010. Concernant la catégorie de *popolano*, voir : Claire Judde de Larivière et Rosa M. Salzberg, « Le peuple est la cité. L'idée de popolo et la condition des popolani à Venise (XV^e-XVI^e siècles) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 68^e année, n° 4, 2013, p. 1113-140, ainsi que les recherches en cours de Claire Judde de Larivière.
9. Antonio Trampus, « La formazione... », art. cit., p. 302. M. P. Pedani atteste dans un article qu'un décret de 1443 prévoyait déjà que les consuls de la République puissent être des citoyens. Maria Pia Pedani, « Consoli veneziani... », art. cit., p. 180.
10. *Ibid.*, p. 178 ; Benoît Maréchaux, « Consuls vénitiens... », art. cit., n. 16.
11. Pour une étude plus systématique de cette question, qu'il nous soit permis de renvoyer aux deux premiers chapitres de la thèse de doctorat : Umberto Signori, *Proteggere i privilegi dello straniero. I consoli veneziani nell'Impero ottomano tra Sei e Settecento*, thèse soutenue sous la direction de Stefano Levati, Università degli Studi di Milano, 2018.
12. « *Informazione delle qualità con giuramento et sottoscrizione di mano propria da quello de nostri rapresentanti, capi da mar, secretari, residenti* », ASVe, CSM, II s., bb. 26-38, 7 mars 1586.
13. Umberto Signori, *Proteggere i privilegi...*, op. cit., chapitres 1 et 2.
14. « *Doppo haver permesso tante mie mortificationi, rischi, dispendi, e dissagi [...]. Supplicola genuflesso, che resti servita d'abbracciar di sollevarmi* », ASVe, Bailo a Costantinopoli (dorénavant BaC), b. 113-I, fasc. 7 Scio, 20 août 1669 ; voir aussi : *ibid.*, 3 février 1669 ; ASVe, Senato, Dispacci degli ambasciatori e residenti (dorénavant SdA), Costantinopoli (dorénavant Cost.), filza (dorénavant f.) 154, lié au doc. 111, c. 446r (10 juillet 1670).
15. Giacomo Balsarini avait contracté une alliance matrimoniale avec une des familles « nobles » de l'île, les Guistiniani-Rocca. Ses enfants ont suivi la même stratégie. Biblioteca Nazionale Marciana di Venezia, Manoscritti Italiani, Classe VII, 1191 (8881), c. 125v, 19 mars 1640. Dans la description de ses voyages, Giovanni Battista de Burgo présente une liste des anciennes familles « nobles » et catholiques de Chio, dans laquelle on retrouve également la famille Balsarini : Giovanni B. de Burgo, *Viaggio di cinque anni in Asia, Africa, & Europa del Turco*, Milan, nelle stampe dell'Agnelli, 1686, p. 326-327. Sur la « noblesse » de Chio pendant la période ottomane, qui n'est pas héréditaire, mais qui définit le groupe social à qui revenait la gestion des affaires de l'île, voir Philip Pandely Argenti, *Libro d'oro de la noblesse de Chio*, vol. 1, Londres, Oxford University Press, 1955, p. 34-44. Leonardo Balsarini, fils de Giacomo, avait également obtenu en 1668 le titre de coadjuteur de l'évêque de Chio. Concernant sa carrière ecclésiastique, voir Remigius Ritzler et Pirminum Seftin, *A pontificatu Clementis PP. IX (1667) usque ad pontificatum Benedicti PP. XIII (1730)*, dans Konrad Eubel (dir.), *Hierarchia catholica Medii aevi, sive Summorum pontificum, S.R.E. cardinalium, ecclesiarum antistitum series : e documentis tabularii praesertim Vaticanis collecta, digesta, edita*, vol. 5, Padoue, Typis Librariae Il messaggero di s. Antonio, 1952, p. 158, n° 2.
16. L'absence de reconnaissance des pleins droits de propriété aux « Francs », qui ne pouvaient généralement pas détenir de biens immobiliers en territoire ottoman, n'a pas encore donné lieu à

des recherches pour les périodes qui précèdent le XVIII^e siècle. On en trouve quelques exemples dans Suraiya Faroqhi, « The Venetian Presence in the Ottoman Empire (1600-1630) », *The Journal of European Economic History*, vol. 15, n° 2, 1986, p. 366-367 ; Stefan Knost, « Les “Francs” à Alep (Syrie), leur statut juridique et leur interaction avec les institutions locales (XVII^e-XIX^e siècle) », dans Claudia Moatti et Wolfgang Kaiser (dir.), *Gens de passage en Méditerranée de l'Antiquité à l'époque moderne : procédures de contrôle et d'identification*, Paris, Maisonneuve & Larose, coll. « L'atelier méditerranéen », 2007, p. 244, 249 ; Gilles Veinstein, « Le statut de *musta'min* entre droit et politique », dans Eugenia Kermeli et Oktay Özel (dir.), *The Ottoman Empire. Myths, Realities and « Black Holes »*. *Contributions in Honour of Colin Imber*, Istanbul, Isis, 2006, p. 195. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'accession des Francs à des biens immobiliers dans les Échelles ottomanes fonctionne très différemment : Marie-Carmen Smyrnelis, *Une société hors de soi. Identités et relations sociales à Smyrne aux XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris, Peeters, 2005, p. 288-296 ; Maurits van den Boogert, « Ottoman *Amān* : Western Ownership of Real Estate and the Politics of Law Prior to the Land Code of 1876 », dans Maaïke van Berkel, Léon Buskens et Petra M. Sijpesteijn (dir.), *Legal Documents as Sources for the History of Muslim Societies*, Leyde/Boston, Brill, 2017, p. 245-265. Pendant cette période, les représentants consulaires et diplomatiques européens n'étaient plus tenus de protéger leurs sujets d'une incorporation erronée dans la communauté ottomane, mais tentaient plutôt d'étendre leur protection à des sujets n'appartenant pas à leur propre communauté « nationale ».

17. Domenico Balsari, père de Giacomo, avait obtenu le titre de consul vénitien à Chio en 1611, tandis que Giacomo lui-même, comme souligné ci-dessus, l'avait reçu en 1624. Voir Umberto Signori, *Proteggere i privilegi...*, op. cit., p. 55-57. De nombreuses lettres de ce consul envoyées au baile Alvise Contarini sont conservées à la Biblioteca Nazionale Marciana di Venezia, Manoscritti Italiani, classe VII, 1191 (8881), 1208 (8853).

18. ASVe, SdA, Cost., f. 154, lié au doc. 111, c. 446r (10 juillet 1670) ; « *l'hereditaria devotione, che con inalterabile costanza ha da secoli conservato verso il publico nome* », *ibid.*, f. 156, doc. non numéroté, cc. 105r-v (non daté), doc. 70, cc. 465r-v (29 novembre 1672) ; « *l'eterna obligatione di questa benemerita casa [...] continuerò, e doppo me i miei posterì coll'hereditario zelo di buoni e fedeli cittadini verso il nostro natural Prencipe e suoi rappresentanti [...] mi rendono capace di qualche adeguato honore, et premij* », ASVe, BaC, b. 113-I, fasc. 7 Scio, 20 août 1699. Le recrutement de Giacomo Balsari au service des Inquisitori di Stato « *per far capitar gli avvisi di quella Porta al Senato* » est documenté dans : ASVe, Consiglio di dieci, Deliberazioni secrete, f. 44, 10 novembre 1650.

19. La *Serenissima Signoria* est l'organe souverain de la République, composé du doge, de six conseillers ducaux et de trois *Capi della Quarantia criminale*. La *Signoria*, associée aux sages du Sénat, de la Terre Ferme et aux sages aux ordres (*savi del consiglio dei Pregadi, savi alla terraferma e savi agli ordini*), constitue le Collège ou Plein Collège. En ce qui concerne la présentation des suppliques écrites par des sujets vénitiens, en particulier pour les « fidèles » sujets des territoires maritimes et pour ceux qui recherchaient la protection de Venise, voir : Dennis Romano, « *Quod sibi fiat gratia : adjustment of penalties and the exercise of influence in early Renaissance Venice* », *Journal of Medieval and Renaissance studies*, n° 12, 1982, p. 251-268 ; Monique O'Connell, *Men of Empire. Power and Negotiation in Venice's Maritime State*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 2009, p. 97-118 ; Pauline Guéna et Sébastien Mazou, « Fidélité politique et négociation impériale dans le Stato da Mar vénitien : essai d'étude quantitative, 1463-1505 », *Mélanges de l'École française de Rome - Moyen Âge*, à paraître (je tiens à remercier Pauline Guéna et Sébastien Mazou qui ont eu la gentillesse de mettre cet article sous presse à ma disposition) ; Robert C. Davis, *Shipbuilders of the Venetian Arsenal : Workers and Workplace in the Preindustrial City*, Baltimore/Londres, Johns Hopkins University Press, 1991, p. 183-197 ; Nicolas E. Karapidakis, *Civis Fidelis : l'avènement et l'affirmation de la citoyenneté corfiote (XVI^e-XVII^e siècles)*, Francfort-sur-le-Main/New York, Peter Lang, 1992 ; Ersie C. Burke, « *...To Live under the Protection of Your Serenity : Immigration and Identity in Early Modern Venice* », *Studi Veneziani*, n° 67, 2013, p. 123-156.

Concernant la procédure administrative des suppliques à l'époque médiévale et moderne, voir Carlo Guido Mor, « Il procedimento per "gratiam" nel diritto amministrativo veneziano del sec. XIII », dans Elena Favaro (dir.), *Cassiere della Bolla Ducale. Grazie – Nonus liber (1299-1305)*, Venise, Comitato per la pubblicazione delle fonti relative alla Storia di Venezia, 1962, p. v-xxviii ; Eliana Biasiolo, « Procedure, contenuti, significati : riflessioni sulle suppliche », dans Eliana Biasiolo, Lia De Luca et Claudio Povolo (dir.), *Voices from Istria. Voci dall'Istria (XVI-XVIII secolo). Glasovi Istre (16.-18. Stoletje)*, Caselle di Sommacampagna (Verona), Cierre edizioni, 2015, p. 31-38.

20. Contrairement au baile, qui servait de représentant diplomatique permanent, l'ambassadeur extraordinaire était choisi et envoyé seulement dans les périodes de forte tension entre la Sérénissime et le sultan.

21. Le représentant consulaire de Smyrne, par exemple, dans les années 1680, formula différentes demandes adressées au baile, aux *Cinque Savi alla Mercanzia* et au Sénat pour que les magistratures vénitiennes lui octroyassent une somme d'argent ou un revenu annuel, nécessaire pour sortir d'une condition de « dure nécessité » : cf. ASVe, CSM, II s., b. 33, Smirne, fasc. 2, 10 juin 1682, 12 juin 1682 ; *ibid.*, I s., b. 749, 24 janvier 1681, 15 juin 1681.

22. Concernant la tendance des sujets et des citoyens vénitiens de l'époque moderne à gérer les offices comme un patrimoine familial, voir Andrea Zannini, « L'impiego pubblico », dans Alberto Tenenti et Ugo Tucci (dir.), *Storia di Venezia. Dalle origini alla caduta della Serenissima. Il Rinascimento. Politica e cultura*, Rome, Istituto della Enciclopedia italiana, 1996, p. 452.

23. ASVe, BaC, b. 116-II, fasc. 4 Siffanto, 22 février 1672 *more veneto* (dorénavant m.v.) ; « *mi fu concesso il consolato del Regno sperando d'ottenere honnor, et frutto* » : *ibid.*, fasc. 6 Canea, 6 juin 1673 ; « *la morte di Michieletto mio fratello causata dalle persecuzioni turchesche, l'eccidio della mia casa per li serviti prestati* », ASVe, Senato, Dispacci dei Consoli (dorénavant SdC), Sedi diverse (dorénavant Sd), f. 1, doc. 17 (6 octobre 1682).

24. « *Aspetto la ricompensa della mia sincera zelante et fedele servitu di 26 anni con la carica di questo consolato di Smirne per ristoro di casa mia et mio honore* », ASVe, BaC, b. 113-I, fasc. 9, Smirne, 16 novembre 1669.

25. Concernant le personnage de Francesco Luppazzoli : Géraud Poumarède, « Francesco Lupazzoli, consul de Venise et "doyen de l'humanité" ? », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 121, n° 3, 2007, p. 205-217 ; Colin Heywood, « Standing on Hasluck's shoulders : Another look at Francesco Lupazzoli and his Aegean Isolario (1638) », dans David Shankland (dir.), *Archaeology, Anthropology and Heritage in the Balkans and Anatolia : The Life and Times of F. W. Hasluck (1878-1920)*, vol. 3, Istanbul, Isis Press, 2013, p. 349-375 ; Umberto Signori, « La corrispondenza dei consoli di Venezia a Smirne tra Sei e Settecento », dans Gerassimos D. Pagratis (dir.), *Le fonti della storia d'Italia prima e dopo l'Unità : casi di studio per la loro analisi e « valorizzazione »*, à paraître. Pour ce qui concerne la question des confidentiels, cette catégorie désignait essentiellement l'informateur dans le domaine des secrets politiques et des affaires militaires, au service du groupe dirigeant de Venise. Durant la guerre, ces agents avaient dépendu directement des autorités supérieures de la flotte militaire de Saint-Marc et s'étaient efforcés de transmettre des nouvelles, mais aussi des moyens matériels, comme par exemple des provisions alimentaires. Cette catégorie d'acteurs est particulièrement étudiée par Paolo Preto, *I servizi segreti di Venezia. Spionaggio e controspionaggio ai tempi della Serenissima*, 2^e éd., Milan, Il Saggiatore, 2010, p. 43-44 ; Cristian Luca, « Alcuni "confidenti" del bailaggio veneto di Costantinopoli nel Seicento », *Annuario dell'Istituto romeno di cultura e ricerca umanistica di Venezia*, n° 5, 2003, p. 299-310 ; Noel Malcolm, *Agents of Empire. Knights, Corsairs, Jesuits and Spies in the Sixteenth-Century Mediterranean World*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2015, p. 223-243.

26. Pauline Guéna et Sébastien Mazou, « Fidélité politique... », art. cit. ; Nicolas E. Karapidakis, *Civis Fidelis...*, op. cit., p. 66 ; Ersie C. Burke, « ...To Live under... », art. cit., p. 129-130.

27. ASVe, SdC, Sd, f. 1, doc. 17 (Canea 6 octobre 1682).

28. « *La supplico soccorrermi di qualche somma di denaro, ritrovandomi in strettissima neccessità* », ASVe, CSM, II s., b. 33, Smirne, fasc. 2, 10 juin 1682, 12 juin 1682. D'autres exemples dans : *ibid.*, I s., b. 749, 24 janvier 1681, 15 juin 1681.
29. Concernant la condition sociale de certains « misérables », au nombre desquels on retrouve aussi des étrangers, et la construction sociale de l'appartenance pour accéder aux ressources sociales et institutionnelles locales, voir en particulier Simona Cerutti, *Étrangers. Étude d'une condition d'incertitude dans une société d'Ancien Régime*, Montrouge, Bayard, 2012, p. 231-290.
30. Benjamin J. Slot, *Archipelagus Turbatus. Les Cyclades entre colonisation latine et occupation ottomane : c. 1500-1718*, vol. I, Istanbul, Nederlands historisch-archaeologisch instituut, 1982, p. 209, 211, 215, 218, 225, 294, 318, 405, 412, 417.
31. Sur l'implication des familles consulaires vénitiennes dans le contrôle des églises locales, dont naissaient souvent des situations conflictuelles, voir la documentation conservée à Rome, Archivio Storico de Propaganda Fide, série Scritture Originali Riferite nei Congressi, Arcipelago, vol. 2a et Smirne, vol. 1.
32. ASVe, BaC, b. 125-II, 29 janvier 1702.
33. « *Vi sono poi li consoli nell'isole dell'Arcipelago, che si concede a persone dell'istesse isole, che la desiderano per esser con quel carattere protetti* », *ibid.*, b. 377, doc. non daté et non numéroté.
34. « *E ciò non per utilità, ma per honnor, e per presservatione di sé stesso per cause occulte, ch'in virtù come console, e col barrato viverà conservato d'ogni mal incontro* », *ibid.*, b. 116-II, fasc. 4 Siffanto, 22 février 1672 m.v.
35. Pour une définition du *berat* voir en particulier Nejdett Gök, « Osmanlı Diplomáticasında Ferman ve Berat Arasında Benzerlik ve Farklar / An Analysis and Comparison of Fermân and Berât in Ottoman Diplomatics », traduite par Kürşad U. Akpınar, *Ankara Üniversitesi Osmanlı Tarihi Araştırma ve Uygulama Merkezi Dergisi*, n° 11, 2000, p. 211-226 ; Lajos Fekete, « Berât », *The Encyclopaedia of Islam*, Leyde, E. J. Brill, 1986 ; Maurits H. van den Boogert, « Berathl », *Encyclopaedia of Islam*, Leyde, Brill, 2016 ; Mübahat S. Kütükoğlu, « Berat », *Encyclopaedia of Islam*, Leyde, Brill, 2016.
36. « *La meritata giustitia circa la confirmacione del consolato di quest'isola* » : ASVe, BaC, b. 122-I, fasc. 23 Luoghi diversi, 4 janvier 1700, 4 février 1700, 2 mai 1701 ; ASVe, Collegio, Suppliche di dentro, f. 125, 27 août 1699.
37. « *Recidere li modi con li qualli cerca aprir adito per rovinarci* », ASVe, BaC, b. 377, 10 mars 1700 ; « *questo signore tutto quello che fa non l'opra con altro oggetto se non a fine con sue diaboliche machinationi di tener soggiocato questo paese* », *ibid.*, 16 mai 1700. Les patentes de nomination accordées par différents magistrats et officiers vénitiens en faveur des frères Spirido sont regroupées dans le libello n. 10, au nom de la famille Spirido : *ibid.*
38. Concernant les Condili (ou Kondyli), une des familles grecques les plus influentes de la communauté de Paros, voir : *ibid.*, libello n. 12 sui Condilli ; *ibid.*, pli reçu le 7 juillet 1700 et documents joints. Ainsi que : Benjamin J. Slot, *Archipelagus...*, *op. cit.*, p. 242, 255-257, 264. 425, 431-432.
39. Benjamin J. Slot, *Archipelagus...*, *op. cit.*, p. 162-249.
40. Sur cette question, voir le travail de Giuseppina Minchella, *Frontiere aperte. Musulmani, ebrei e cristiani nella Repubblica di Venezia (xvii secolo)*, Rome, Viella, 2014, p. 61-64, 77-79, 159-169. Il faut néanmoins tenir compte des spécificités du contexte historique et social. Molly Greene démontre en effet qu'en Crète, les longues années de guerre ont favorisé, après le passage sous contrôle ottoman, la conversion non seulement des catégories populaires, mais aussi des membres des plus hautes catégories sociales : Molly Greene, *A Shared World : Christians and Muslims in the Early Modern Mediterranean*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 2000, p. 201-205.
41. Signalons que les figures du *berathl* et du *protégé*, qui ont fait l'objet de recherches à partir de la moitié du xviii^e siècle, sont différentes, autant par le nombre que par les modalités qui déterminaient leur statut, des consuls détenteurs d'un *berat* au xvii^e et au début du xviii^e siècle.

Bruce Alan Masters, *The Origins of Western Economic Dominance in the Middle East : Mercantilism and the Islamic Economy in Aleppo, 1600-1750*, New York, New York University Press, 1988, p. 96-99, 108, note 81 ; *id.*, « The Sultan's Entrepreneurs : The Avrupa tuccaris and the Hayriye tuccaris in Syria », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 24, n° 4, 1992, p. 579-597 ; Maurits H. van den Boogert, *The Capitulations and the Ottoman Legal System : Qadis, Consuls and Beratlis in the 18th Century*, Leyde/Boston, Brill, 2005, p. 63-115 ; Cihan Artunç, « The Price of Legal Institutions : The Beratlı Merchants in the Eighteenth-Century Ottoman Empire », *The Journal of Economic History*, vol. 75, n° 3, septembre 2015, p. 720-748. La première patente impériale datable de nomination à destination d'un consul vénitien remonte à 1588 (cf. ASVe, Miscellanea documenti turchi, b. 8, doc. 964-965). La possession de ce type de document par des consuls se développe seulement au XVII^e siècle. Entre 1670 et 1703, seuls les agents consulaires de la République et les interprètes au service des diplomates vénitiens à la Porte possédaient de telles patentes, obtenues sur demande du baile de Constantinople auprès du gouvernement turc. Toutes les autres catégories de personnes qui, pour différentes raisons, recherchaient la protection de Venise, en étaient exclues. En d'autres termes, parmi les protégés de Venise, la concession du *berat* était réservée à une dizaine de consuls et à un petit nombre d'interprètes dans tout l'Empire ottoman.

RÉSUMÉS

Cet article examine les raisons qui poussaient certains notables locaux vivant dans l'Empire ottoman à rechercher une reconnaissance formelle de leur statut de consul vénitien entre 1670 et 1703. L'argumentaire se fonde sur la documentation de l'*Archivio di Stato di Venezia* et consiste principalement en des lettres envoyées par ces notables locaux (avant et après leur nomination comme consul) à différents magistrats vénitiens. Contenant habituellement des pétitions, ces lettres consulaires réclamaient une forme de compensation juridique, c'est-à-dire soit la défense de leurs ressources légales, soit la rectification d'une identification injuste imposée par les autorités locales. Cette recherche montre que la classification des individus en tant que consul étranger ou locaux « vulnérables » dépendait de leur capacité à obtenir certains privilèges par la négociation diplomatique.

This article discusses the reasons that motivated some local notables living in the Ottoman Empire to seek a formal recognition of their status as Venetian consuls between 1670 and 1703. This presentation relies on documentation preserved at the *Archivio di Stato di Venezia*, which consisted mainly in letters sent by these local notables (before and after becoming Venetian consuls) to different Venetian magistrates. Usually containing petitionary reports, these consular letters rhetorically requested the restoration of justice, that is to say, either the enforcement of a legal resource or the redress of unjust identification committed by the local authorities. This research shows how the ability to enjoy some privileges through diplomatic negotiation decided the classification of people as foreign consuls or "vulnerable locals".

INDEX

Mots-clés : Consuls vénitiens, suppliques, Empire ottoman à l'époque moderne, notables locaux, locaux vulnérables

Keywords : Venetian Consuls, Supplications, Early Modern Ottoman Empire, Local Notables, Vulnerable Locals

AUTEURS

UMBERTO SIGNORI

Umberto Signori est actuellement boursier à l'Istituto Italiano per gli Studi Storici, à Naples. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat sur les consuls et les communautés vénitiennes dans l'Empire ottoman entre le ^{xvii}e et le ^{xviii}e siècle (Université de Milan, 2018). Il a récemment publié : « Reti consolari veneziane nell'Impero ottomano del Seicento », dans Arturo Gallia *et al.* (dir.), *Isole e frontiere nel Mediterraneo moderno e contemporaneo*, 2017, p. 19-34 ; « La corrispondenza dei consoli di Venezia a Smirne tra Sei e Settecento », dans Gerassimos D. Pagratis (dir.), *Le fonti della storia d'Italia prima e dopo l'Unità : casi di studio per la loro analisi e « valorizzazione »*, à paraître.